

1^{ère} partie

COMPÉTENCE INTERNATIONALE

A. Sources

I. Traités internationaux (multilatéraux et bilatéraux) comportant des règles de compétence en matière successorale. Joignez, s'il vous plaît, une copie des textes des traités bilatéraux.

II. Sources nationales

S'il vous plaît, joignez à votre rapport une copie des normes de votre Etat et, le cas échéant, d'autres décisions importantes

B. Chefs de compétence

Indiquez si les tribunaux de votre Etat (juridiction gracieuse ou juridiction contentieuse) sont internationalement compétents en matière successorale à raison :

- I.** du domicile du défunt. En ce cas, indiquez comment est déterminé ce domicile;
- II.** de la nationalité du défunt;
- III.** du domicile du défendeur;
- IV.** de la nationalité du demandeur ou du défendeur;
- V.** de la compétence de la loi de votre Etat pour régir la succession (*forum legis*);
- VI.** de la situation des biens de la succession; si cette compétence est retenue, est-elle limitée aux biens immobiliers? est-elle subordonnée à l'inaction des autorités de l'Etat du domicile du défunt?
- VII.** du choix du défunt;
- VIII.** d'un accord entre héritiers;
- IX.** de mesures conservatoires à prendre;
- X.** du risque de déni de justice (for de nécessité);
- XI.** d'un autre élément de rattachement.

C. Pour tous ces chefs de compétence, indiquez leur champ matériel d'application.

- I.** S'appliquent-ils à tous les biens de la succession, ou seulement aux meubles, ou seulement aux immeubles, ou seulement aux biens situés sur le territoire de votre Etat ? Si une distinction est faite, pour la compétence internationale, entre les meubles et les immeubles, selon quelle loi se fait la qualification des biens en meubles ou immeubles ?
- II. S'appliquent-ils**
 - 1. aux demandes entre héritiers?

2. aux demandes intentées par les créanciers du défunt?
3. aux demandes relatives à la validité et à l'exécution des dispositions testamentaires?
4. à la pétition d'hérédité?
5. à l'envoi en possession?
6. à la délivrance du certificat d'héritier?

D. Vérification de la compétence

Indiquez s'il existe dans votre droit des règles particulières en matière de successions sur les questions suivantes.

- I.** Le tribunal peut-il se déclarer d'office incompetent?
- II.** Le tribunal compétent au regard des règles en vigueur peut-il se déclarer incompetent au profit d'un tribunal d'un autre Etat plus approprié (*forum non conveniens*)?
- III.** La compétence internationale de vos tribunaux est-elle affectée par l'exclusivité de compétence revendiquée par le droit d'un autre Etat (par ex. en matière immobilière)?
- IV.** Le tribunal peut-il statuer si le défendeur ne comparaît pas?

E. Litispendance et connexité

- I.** En matière successorale, la litispendance est-elle admise au profit d'un tribunal étranger premier saisi?
- II.** Dans l'affirmative, comment sont comprises les notions d'identité d'objet, de cause et de parties?
- III.** Les règles de la litispendance sont-elles étendues aux hypothèses de connexité?

2^e partie

RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS

A. Sources

- I.** Traités internationaux (multilatéraux et bilatéraux) comportant des règles de reconnaissance et d'exécution des actes et jugements en matière successorale. Joignez, s'il vous plaît, une copie des textes des traités bilatéraux.
- II. Sources nationales**

S'il vous plaît, joignez à votre rapport une copie des normes de votre Etat et, le cas échéant, d'autres décisions importantes

B. Jugements étrangers

- I. Les décisions étrangères en matière successorale sont-elles reconnues de plein droit ou leur reconnaissance est-elle subordonnée à une procédure de vérification *a priori*?
- II. **La vérification (*a priori* ou *a posteriori*) de la décision étrangère porte-t-elle**
 - 1. sur la compétence du tribunal étranger ? Indiquez si votre droit définit des chefs de compétence indirecte en la matière, ou s'il bilatéralise les règles de compétence interne, ou s'il se contente d'un contact suffisant du litige avec l'Etat du tribunal étranger. Indiquer aussi s'il existe dans votre droit des compétences exclusives de vos tribunaux, qui s'opposent à la reconnaissance de décisions étrangères.
 - 2. sur la loi appliquée par le tribunal étranger ? notamment sur la loi appliquée aux questions préliminaires?
 - 3. sur l'ordre public. Indiquer les exigences de l'ordre public successoral faisant obstacle à la reconnaissance de décisions étrangères.
- III. Existe-t-il un régime particulier de reconnaissance et d'exécution des décisions gracieuses et administratives? Dans l'affirmative, donnez des exemples.

C. Autres actes

- I. **Testaments faits à l'étranger**
 - 1. Existe-t-il une procédure de vérification des testaments étrangers?
 - 2. Des distinctions sont-elles faites à cet égard selon la forme du testament?
- II. Actes établissant la qualité d'héritier (ex.: certificat d'héritier, attestation de notoriété). Comment sont reconnus ces actes lorsqu'ils proviennent de l'étranger?
- III. Autres actes, s'il y a lieu.

D. Question commune aux jugements et autres actes

La production d'un jugement étranger, d'un testament fait à l'étranger, d'un acte établissant la qualité d'héritier ou encore d'un acte étranger de partage suffit-elle

- I. pour obtenir la modification des registres de propriété?
- II. pour obtenir d'un dépositaire, par ex. un banquier, remise des fonds ou autres biens dépendant de la succession ?

3^e partie

Droit International Privé

A. Littérature

Joignez à votre rapport une copie du texte des règles de conflits de lois (si ceux-ci sont réglés par une loi) et les traités bilatéraux de votre Etat.

Pour une meilleure compréhension des règles de conflits de lois en matière successorale de votre Etat, faut-il des informations supplémentaires de la pratique juridique (interprétation par les tribunaux, «leading cases»)? S'il vous plaît, nommez, le cas échéant, les décisions importantes en matière de droit successoral international de votre pays et joignez, si possible, une copie d'une présentation de la matière (p. e. d'un manuel ou d'un commentaire).

B. Traités internationaux

I. Traités multilatéraux

1. Quels sont les traités internationaux que votre Etat a ratifiés et quels sont les traités déjà signés?

En particulier:

- a) Convention de la Haye 1^{er} août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort du
 - b) Convention de la Haye du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires
 - c) Convention de la Haye du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions
 - d) Convention de la Haye du 1^{er} juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance
 - e) Convention de Washington du 26 octobre 1973 portant loi uniforme sur la forme d'un testament
 - f) Convention de Bâle du 16 mai 1972 relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments
 - g) Convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux
2. Selon vos informations, ces traités sont-ils respectés dans la pratique? Dans l'affirmative, de quelle manière?

II. Traités bilatéraux avec des Etats européens

1. Quels sont les traités bilatéraux au niveau européen ratifiés ou signés par votre Etat?
2. Selon vos informations, ces traités sont-ils respectés dans la pratique? Dans l'affirmative, de quelle manière?

C. Les règles nationales de conflits de lois en matière successorale

I. Sources du droit

Où les dispositions nationales relatives aux conflits de lois sont-elles réglées (codification, loi spéciale, principes de droit n'ayant pas fait l'objet d'une rédaction)?

II. Rattachement objectif de la dévolution successorale légale et testamentaire (à l'exception des questions liées à la forme, voir VII.).

1. La succession intégrale est-elle dévolue sur la base d'un seul ordre juridique (principe de l'unité de la succession) ou est-ce que, pour la dévolution successo-

rale, il faut faire la différence entre les biens meubles et les biens immeubles (principe de la distinction de plusieurs masses).

2. Si, dans votre Etat, c'est le principe de l'unité de la succession qui fait foi :
 - a) quels sont les critères de rattachement déterminés par les règles de conflits de lois en matière successorale de votre Etat
 - (1) la nationalité
 - (2) le domicile (dans ce cas, indiquez comment le domicile est déterminé)
 - (3) la résidence habituelle (dans ce cas, indiquez comment la résidence habituelle est déterminée)
 - (4) d'autres critères de rattachement
 - b) Quelles sont les raisons de ce rattachement (selon la législation, la littérature, la jurisprudence etc.)?
 - c) Quelles sont les règles applicables aux apatrides et aux réfugiés?
 - d) Dans votre Etat, y a-t-il des règles qui, par rapport à des biens déterminés situés à l'étranger (biens fonciers, entreprises etc.), admettent une dévolution successorale spéciale conformément au droit de l'Etat où ces biens sont situés? (p. e. Art. 3 al. 3 EGBGB, loi introductive au Code civil allemand).
 - e) Le droit de votre Etat admet-il de considérer plusieurs masses séparées de la succession pour pouvoir appliquer plusieurs ordres juridiques, p. e. suite à un choix du droit, un renvoi ou un rattachement spécial, même si le rattachement est en principe uniforme?
3. Dans l'affirmative,
 - a) quels sont les critères de rattachement - outre le lieu de la situation (lex rei sitae) - que les règles de conflits de lois en matière successorale de votre Etat déterminent pour les biens immeubles en vue de la dévolution successorale des biens meubles:
 - (1) la nationalité
 - (2) le domicile (dans ce cas, indiquez comment le domicile est déterminé)
 - (3) résidence habituelle (dans ce cas, indiquez comment la résidence habituelle est déterminée)
 - (4) d'autres critères de rattachement
 - b) Quel est le droit qui fait la différence entre les biens meubles et les biens immeubles (p. e. lex fori, droit du lieu de la situation des biens)
4. Règles spéciales pour des questions juridiques déterminées
Dans votre Etat, y a-t-il des règles spéciales pour le rattachement de questions juridiques déterminées, p. e. pour
 - a) la capacité de tester
 - b) les testaments rédigés par plusieurs personnes sous la forme d'un acte
 - c) les contrats dont l'objet est l'établissement d'une dévolution successorale (sans ou avec contrepartie) ou la renonciation à celle-ci?

- d) la validité d'une rédaction de testament (p. e. rattachement au moment de la rédaction et non pas au moment de la mort)
- e) l'obligation du testateur de respecter le testament une fois rédigé ou le contrat une fois conclu (p. e. rattachement au moment de la rédaction et non pas au moment de la mort)
- f) la manière de laquelle s'effectue le transfert du patrimoine du testateur au bénéficiaire
- g) le partage de la succession (liquidation, responsabilité des héritiers)
- h) le droit successoral de l'Etat
- i) d'autres règles

III. Rattachement subjectif de la dévolution successorale légale ou testamentaire (à l'exception des questions portant sur la forme, voir ci-dessous VII.)

1. Le droit successoral faisant foi dans votre Etat est-il déterminé exclusivement par des règles de rattachement objectifs ou est-ce que la loi ou la jurisprudence admet le choix du droit successoral faisant foi?
2. Dans le cas de l'admissibilité d'un choix du droit:
Quels sont les détails du choix de la loi applicable? Notamment par rapport
 - a) aux conditions (p. e. le choix vaut-il pour tous les biens ou exclusivement pour les biens immobiliers? Seulement pour les biens situés à l'intérieur du pays, ou également en général pour les biens situés à l'étranger? Un choix partiel du droit est-il possible, de manière que, dans le cas de plusieurs biens fonciers régis par un seul ordre juridique, le choix porte uniquement sur un seul bien foncier?)
 - b) aux effets juridiques (p. e. est-il possible de choisir un droit étranger ou seulement le droit national)?
 - c) à la forme
 - d) à la nature du choix (le choix du droit est-il exprès ou peut-il également être tacite)
 - e) aux effets juridiques d'un choix du droit illicite
 - f) le choix du droit peut-il être révoqué? Dans l'affirmative: quelles sont les conséquences?)
 - g) pour l'appréciation de la validité d'un choix du droit est-ce que c'est le moment de la rédaction ou le moment de la mort qui est déterminant?
3. Dans le cas de l'inadmissibilité d'un choix du droit
 - a) dans votre droit, le choix du droit fait-il l'objet de projets législatifs ou l'introduction du choix est-elle prônée dans la littérature?
 - b) dans l'affirmative: quelles sont les raisons pour l'introduction ou le refus d'un choix du droit?

IV. Plusieurs ordres juridiques applicables en même temps

Si, dans votre Etat, plusieurs ordres juridiques sont applicables en même temps à la succession, suite à un rattachement non uniforme de la dévolution successorale, un choix d'un droit ou un renvoi (voir ci-dessus II 2e et II 3):

Quelles sont les règles applicables aux différentes masses de biens dans leur liens réciproques? Les masses sont-elles divisées chacune conformément à la loi applicable à elle ou est-ce que les effets d'un ordre juridique ont des conséquences sur les autres ordres juridiques?

(p. e. est-ce qu'il y a un rapport si un héritier, conformément au droit A, a un droit de créance réservataire sur une partie de la succession et si un autre héritier, conformément au droit B, n'a pas de droit sur une autre partie de la succession, ou si un héritier, conformément au droit A, est tenu des dettes de la succession à concurrence de sa part, un autre héritier, conformément au droit B, par contre pas?)

V. Compensation dans le cas de règles différentes d'un autre droit applicable au lieu de la situation des biens

1. Votre droit prévoit-il une compensation – p. e. en accordant un droit à la compensation ou un droit de prélèvement – lorsqu'un bien de la succession est situé à l'étranger et que le droit successoral applicable conformément au droit international privé de l'Etat du lieu de situation, en comparaison avec les règles applicables dans votre Etat, défavorise un bénéficiaire lors du partage?
2. Dans l'affirmative: Cette compensation a-t-elle lieu en général ou seulement dans le cas où un ressortissant de votre Etat est défavorisé?

VI. La dévolution successorale et le régime matrimonial

1. Comment, dans votre Etat, le droit applicable aux régimes matrimoniaux et à toutes les questions y liées est déterminé?
2. Le rattachement en matière successorale et le rattachement du régime des biens matrimoniaux sont-ils coordonnés ou est-ce qu'ils mènent à l'application de deux ordres juridiques différents (dans l'affirmative: dans quelles situations?)
3. Dans l'hypothèse où le rattachement en matière successorale et le rattachement du régime des biens matrimoniaux ne sont pas coordonnés, y a-t-il des problèmes dans la pratique juridique (p. e. de manière que, dans le cas d'une application simultanée du droit successoral A et du droit des biens matrimoniaux B, certains héritiers sont privilégiés et d'autres désavantagés)?

VII. Le rattachement de la forme de testaments et d'autres dispositions pour cause de mort

1. Quelles sont les règles de conflits de lois qui déterminent le rattachement de la forme de testaments et d'autres dispositions pour cause de mort, c'est-à-dire sous quelles conditions, dans les cas transfrontaliers, un testament peut-il être rédigé valablement?
2. Y a-t-il des règles spéciales pour la validité de forme de testaments rédigés par plusieurs personnes sous la forme d'un acte?
3. Quelles questions juridiques sont liées à la notion de validité de forme (p. e. la capacité de tester? Les limitations du choix de certaines formes de testaments en tenant compte de l'âge ou d'autres qualités personnelles du défunt?)

VIII. Ordre public successoral

1. Sous quelles conditions, dans votre Etat, l'ordre public international intervient-il dans le domaine du droit successoral?
2. Les règles suivantes d'un droit étranger seraient-elles acceptées par le droit de votre Etat? Indiquez, le cas échéant, des preuves de la pratique décisionnelle de votre Etat.
 - a) parts successorales différentes pour les héritiers masculins et les héritiers féminins
 - b) interdiction d'hériter pour les enfants naturels
 - c) droit successoral légal des concubins ou des partenaires homosexuels
 - d) refus d'accorder un droit à la part réservataire
 - e) limitations légales ou contractuelles de la liberté de tester
 - f) force probante de testaments et de pactes successoraux
 - g) renonciation des héritiers légaux du défunt de leur vivant avec force obligatoire
 - h) dispositions testamentaires du défunt avec effets discriminatoires
 - i) d'autres exemples?

IX. Renvoi et rattachement subordonné

1. Les règles de conflits de lois en matière successorale déterminent-elles les règles de conflits de lois du système juridique applicable ou seulement le droit des biens de ce système juridique, c'est-à-dire, le droit de votre Etat admet-il un renvoi?
2. Dans le cas de la distinction de plusieurs masses successorales (voir ci-dessus II 3), faut-il respecter un renvoi s'il s'agit d'un rattachement de la dévolution successorale portant sur des biens meubles ou également s'il s'agit d'un rattachement de la dévolution successorale portant sur des biens immeubles?
3. Le droit de votre Etat, contient-il des règles spéciales pour la dévolution successorale légale ou testamentaire et/ou pour la validité de forme de testaments, si le système juridique applicable ne connaît pas de droit successoral uniforme mais se divise en plusieurs ordres juridiques applicables?
4. Y a-t-il plusieurs ordres juridiques applicables dans votre Etat? Dans l'affirmative, quelles, à l'interne, sont les règles en vigueur pour la détermination des ordres juridiques applicables?

X. Rattachement de questions préalables

Si, dans votre Etat, le traitement des questions en matière successorale dépend de la réponse aux questions préalables en matière de droit de la famille (validité de la conclusion du mariage, filiation d'un enfant, efficacité de l'adoption):

La question préalable en matière de droit de la famille

1. est-elle rattachée indépendamment (c'est-à-dire conformément à la loi de l'Etat à laquelle renvoient les règles de conflits de lois de votre Etat – lex fori)?

2. ou fait-elle l'objet d'un rattachement subordonné (est-elle donc rattachée conformément à la loi de l'Etat que déterminent les règles de conflits de lois du système juridique applicable en matière successorale – lex causae)?

XI. Portée du rattachement en matière successorale

1. Décrivez, s'il vous plaît, l'étendu des règles de conflits de lois de votre Etat. Quelles questions juridiques sont résolues par ces règles?
2. En particulier, les questions suivantes sont-elles comprises dans le champs d'application des règles de conflits de lois:
 - a) la manière de laquelle s'effectue le transfert des droits et des obligations (acquisition ipse iure, transfert du droit à des ayant droits provisoires, nécessité d'un acte étatique)?
 - b) les droits d'une personne habilitée à disposer (p. e. administrator, exécuteur testamentaire) des biens situés à l'étranger.

4^e partie

APERÇU DU DROIT INTERNE SUCCESSORAL

A. Sources et littérature

I. Les Sources du droit

II. Littérature et Jurisprudence

- Liste des manuels les plus importants relatifs au droit successoral du pays du rapport

B. La dévolution successorale légale

I. Le droit successoral de la parenté

Présentez en particulier la dévolution successorale des descendants, des parents, des frères et sœurs et des descendants de ces derniers (le cas échéant par un aperçu graphique)

II. Est-ce qu'il y a des particularités par rapport aux enfants naturels, aux enfants adultérins ou aux enfants adoptés?

III. La vocation successorale du conjoint survivant et l'influence du régime matrimonial

Dans quelle mesure, au moment du partage du patrimoine (en particulier dans le cas du régime légal matrimonial), le patrimoine du défunt est - il dévolu directement au conjoint survivant au lieu de tomber dans la succession?

IV. Le concubin ou le partenaire homosexuel

p. e. en Allemagne, le Lebenspartner ou en France, le partenaire lié par le PACS sont-ils appelés à la succession?

V. La vocation successorale de l'Etat

Quand la succession échoit-elle à l'Etat?

VI. Exemples:

Indiquez, s'il vous plaît, les parts héréditaires en cas d'une dévolution successorale légale dans les cas suivants (y compris la participation éventuelle du conjoint survivant):

1. Le défunt laisse à sa survivance son épouse (régime légal matrimonial) et un enfant commun. (Les deux parents du défunt sont encore vivants). Dans le cas où le conjoint survivant est appelé, indiquez la part qui résulte du régime des biens matrimoniaux et celle qui résulte du droit successoral!
2. Le défunt laisse à sa survivance son épouse (régime légal matrimonial) et un enfant commun. Un autre enfant est prédécédé, mais a un descendant (= petit-enfant). (Les deux parents du défunt sont déjà prédécédés).
3. Le défunt laisse à sa survivance son épouse (régime légal matrimonial), mais pas de descendants. Les parents proches encore vivants sont: la mère, un frère ainsi qu'une nièce (la fille d'une sœur prédécédée).
4. Le défunt ne laisse ni conjoint ni enfants. Ses parents proches encore vivants sont (comme dans le troisième cas): le père ou la mère, un frère ainsi qu'une nièce (la fille d'une sœur prédécédée).

C. La rédaction de dispositions pour cause de mort

I. Quel âge minimum est requis pour la capacité de tester?

II. Les formes de dispositions pour cause de mort

1. Quelles formes de dispositions pour cause de mort y a-t-il dans votre Etat (p. e. testament olographe, testament devant deux témoins, testament notarié, pacte successoral)?
2. La forme du testament international est-elle utilisée de façon significative dans votre pays (pourvu que celui-ci soit un Etat partie à la convention de Washington : la Belgique, la France, le Portugal, l'Irlande)?
3. Pourriez-vous estimer le pourcentage de dévolutions successorales légales et de successions testamentaires – ainsi que le pourcentage des différentes formes de testaments?
4. Les formes particulières de testaments (testaments privilégiés), pour combien de temps sont-ils valides au maximum?

III. Le dépôt et l'immatriculation de testaments

1. Où les testaments sont-ils déposés et immatriculés? Y a-t-il un registre central de testaments?
2. Les testaments étrangers peuvent-ils également y être déposés et les personnes étrangères ont-elles le droit de prendre connaissance du dépôt et de l'immatriculation?

D. Les dispositions pour cause de mort

- I.** Votre droit fait-il la différence entre la dévolution successorale universelle (institution d'héritiers) et une dévolution successorale partielle (legs)?
- II.** Les legs du défunt ont-ils des effets réels ou purement obligatoires (Legs particulier par lequel le légataire ne reçoit qu'un droit personnel sur la chose léguée; legs par lequel le légataire devient directement propriétaire de la chose léguée)
- III. Exécution testamentaire et institutions comparables**
1. L'exécution testamentaire est-elle requise dans tous les cas successoraux (comme p. e. dans le droit anglo-américain?). Qui a le droit de nommer l'exécuteur testamentaire (le testateur, une tierce personne déterminée par le testateur, le tribunal?)
 2. A-t-il le droit de disposer des biens de la succession? Est-il possible d'autoriser l'exécuteur testamentaire à réaliser le partage et à administrer les biens de la succession? Y a-t-il des délais pour l'exécution testamentaire?
 3. L'exécuteur testamentaire est-il contrôlé par les tribunaux, est-ce que certains actes juridiques font l'objet d'une autorisation?
- IV.** Quelles sont les autres possibilités importantes par rapport aux dispositions pour cause de mort dans la pratique de votre Etat (p. e. ouderlijke boedelverdeling, testamentary trust, herederos de confianza)?

E. Dévolutions successorales spéciales pour certains biens successoraux

Y a-t-il des dispositions spéciales importantes dans la pratique concernant la dévolution de certains biens patrimoniaux (par exemple des exploitations agricoles, des parts sociales, des droits d'auteurs)?

F. Pacte successoral et contrats comparables

Le de cuius peut-il, pour la dévolution de sa succession ou de certains de ses biens, se lier par contrat, p. e.

- par un pacte successoral
- par un testament conjoint
- par un contract to revoke or not to revoke
- par une donation pour cause de mort?

Dans l'affirmative,

- quelles sont les conditions d'un tel contrat (en particulier, quelle est la forme)
- quelle est l'objet de l'obligation
- quels effets sont liés à l'obligation?

G. Part réservataire

- I. La nature du droit. S'agit-il d'un droit à la part réservataire - le cas échéant avec action en réduction, de droits ayant le caractère d'une obligation, d'une créance alimentaire ou d'une autre forme de droit ?
- II. Qui a droit à une part réservataire?
- III. Quel est le montant de la part réservataire?
- IV. Dans quel délai faut-il faire valoir le droit à la part réservataire?
- V. Les donations de cujus ou les contrats matrimoniaux sont-ils respectés lors de la détermination des droits à la part réservataire? (p. e. réduction des libéralités entre vifs, réduction à cause d'un contrat de mariage)

H. Renonciation à la succession ou à la part réservataire

L'héritier ou l'héritier réservataire a-t-il le droit de renoncer à son droit avant l'ouverture de la succession (renonciation à la succession ou à la part réservataire)?

I. L'ouverture de la succession et la transmission du patrimoine du défunt aux successibles

I. L'ouverture de la succession

Quand et où la succession est-elle ouverte ?

- II. Quelles sont les dispositions de votre Etat relatives aux comourants (les personnes qui décèdent dans un même évènement)?
- III. La succession est-elle acquise directement ou indirectement par un acte juridique (acceptation, envoi en possession, hereditas iacens); y a-t-il un autre ayant droit qui intervient (executor administrator)?
- IV. **L'acceptation de la succession et la renonciation**
Quelles sont les possibilités de l'héritier d'accepter ou de renoncer à la succession (forme, délais et effets de l'acceptation ou de la renonciation) ?
- V. Y a-t-il des limitations de l'acquisition pour cause de mort par des étrangers (en particulier en ce qui concerne les immeubles)?

K. La responsabilité des héritiers et les possibilités de limitation de la responsabilité

- I. Les héritiers héritent-ils des actifs et des passifs?
- II. S'il y a plusieurs héritiers, sont-ils tenus solidairement ou à concurrence d'une quote-part?
- III. La responsabilité est-elle limitée à la succession ou l'héritier est-il également tenu personnellement? Comment les héritiers peuvent-ils limiter leur responsabilité?

L. Pluralité d'héritiers

I. Structure

1. Dans le cas de plusieurs héritiers, les biens de la succession forment-ils une propriété en main commune ou une indivision successorale?
2. Qui est responsable de l'administration des biens de la succession et comment l'administration se fait-elle?

II. Partage

1. La succession est-elle partagée entre les héritiers en nature ou par rapport aux parts de chacun (= en numéraire)?
2. Quelle forme le partage requiert-il?

M. Cession d'une part successorale

I. Est-il possible de céder une part successorale?

II. Quelle forme est requise pour la cession?

III. Les cohéritiers ont-ils un droit de préemption?

N. Preuve de la qualité d'héritier (et de la qualité d'exécuteur testamentaire ou de qualités comparables)

I. Comment la qualité d'héritier ou la qualité d'un autre ayant droit, comme par exemple l'exécuteur testamentaire ou l'executor, peut-elle être prouvée?

II. Quels sont le contenu, les effets, la force probante des preuves? Les preuves produisent-elles des effets seulement à l'intérieur du pays d'où elle provient ou est-ce que le certificat d'héritier produit également des effets à l'étranger?

III. Qui est-ce qui délivre une telle preuve? La compétence pour livrer les preuves est-elle limitée au patrimoine à l'intérieur du pays?

O. Réforme

I. Y a-t-il des projets de réforme relatifs au droit successoral (Joignez si possible les projets et les propositions de loi)?

II. Quelles sont les réformes fondamentales réalisées au cours des dernières années?

1st part

Competence conflicts of the Law of Successions Study's Plan

A. Sources

I. International treaties (multilateral and bilateral) that contain rules and judicial jurisdiction concerning successions

- Please enclose a copy of bilateral treaties with your report!

II. National Law

- Please enclose the text of the relevant statutory articles with your report.

B. Judicial Jurisdiction

Please indicate whether the courts of the state of your report (contentional or voluntary jurisdiction) have jurisdiction because of the following links:

1. deceased persons domicile. How is the term domicile defined in your state?
2. nationality of the deceased;
3. the domicile of the defendant
4. the nationality of the plaintiff or the defendant;
5. the application of the substantive law of your state concerning successions (*forum legis*)
6. property of the estate being situated in your state (Does this jurisdiction apply only for immovables? Does this jurisdiction depend upon the inaction of the authorities at the deceased domicile?)
7. the choice of law made by the deceased;
8. the choice of law made by the heirs or beneficiaries;
9. specific jurisdiction for urgent messures to preserve the estate;
10. the risk that there is no other jurisdiction;
11. other bases for jurisdiction

C. Please indicate the scope of application for all the above mentioned judicial jurisdictions.

1. Does the jurisdiction apply for the whole estate or only for movables or immovables situated within the territory of your state? If your law distinguishes between movables and immovables, please answer, according to which law the distinction between movables and immovables is being made.
2. Do the above mentioned jurisdictional bases apply
 - a) for suits complaints among the heirs/beneficiaries?

- b) for suits complaints by creditors of the estate?
- c) for suits complaints concerning the validity and the execution of wills?
- d) for suits complaints against somebody who claims to be an heir or has possession of part of the estate?
- e) for the possession of the estate?
- f) for the certificate of inheritance?

B. Proof of jurisdiction

Please indicate whether there are any specific rules in your state concerning the following questions of the law of successions:

- I. May the court declare that it has no jurisdiction of the matter?
- II. May the court, although it has jurisdiction, declare itself *forum non conveniens*?
- III. Is there any influence in the scope of jurisdiction, if another state claims exclusive jurisdiction for its own courts (e. g. for real estate)?
- IV. May the court decide the matter, if the defendant does not appear before the court?

E. Litisspendens and connectivity

- I. May the courts of your country decide, although the cases already pending, within a foreign jurisdiction?
- II. If a suit already pending in a foreign jurisdiction bars an action in your state, how does the law of your state define the identity of the claim, of the subject matter and of the parties concerned?
- III. Are the rules about *litisspendens* also apply to the question of connectivity?

2nd part

Recognition and Execution of Decisions

A. Sources

- 1. **International treaties (multilateral and bilateral) that contain rules and judicial jurisdiction concerning successions**
 - Please enclose a copy of bilateral treaties with your report
- 2. **National Law**
 - Please enclose the text of the relevant statutory articles with your report.

B. Foreign judgements and other decisions concerning successions

- I. Does your state recognise foreign judgements concerning successions *ipso iure* or does the recognition require a special procedure?

II. Which are the requirements for recognition:

- 1) the judicial jurisdiction of the foreign court?

Please indicate

- a) whether the law of your state defines the jurisdiction of foreign courts in this respect
- b) or whether the same rules that govern judicial jurisdiction in the domestic context are also applied to international jurisdiction
- c) or whether sufficient contacts of the case with the foreign court state are sufficient.

Please also indicate, if and in how far there is an exclusive jurisdiction of the courts of your state which is an obstacle to the recognition of foreign judgements.

- 2) the law applied by the foreign court, in particular the law applied for preliminary questions (*questions préables*)?
- 3) the public order (*ordre public*)?

Please state the requirement for the international *ordre public* in your state, which might be an obstacle to the recognition of foreign judgements.

III. Are there any specific rules concerning the recognition and execution of decisions of voluntary jurisdiction or of administrative authorities concerning successions? If so, please give the most important examples.

C. Other documents

I. Wills executed abroad

- 1) Is there a specific procedure for the recognition of wills executed abroad?
- 2) Does this procedure depend upon the form of the will?

II. Official documents concerning the position as an heir (e. g. certificate of inheritance or probate).

Are these documents recognised if they are authored by a foreign court or a foreign authority? Which are the requirements for the recognition?

III. Other official documents concerning successions (if applicable).

D. Questions concerning judgements and other official documents equally

Is a foreign judgement, a will executed abroad, a certificate of inheritance or a certificate about the partition of an estate executed abroad or given by a foreign authority sufficient:

- a) for registration in the land register or similar public registers;
- b) for a bank or another person with whom properties of the estator is deposited, to hand over property of the estate.

3rd part

Conflict of Laws/International Private Law

A. Literature

Please include the text of statutory rules on International Private Law/Conflict of laws of your state and also a copy of the bilateral treaties.

Are there any leading cases indispensable for the understanding of the conflicts of Law rules of your state?

Please name these leading cases and include a copy of a textbook or a commentary on the conflict of laws regarding successions in your country.

B. Treaties

I. Multilateral treaties

a) Which multilateral treaties has your state ratified, which has it signed?

In particular:

1. Hague Convention of 1.8.1989 on the law applicable to succession to the estates of deceased persons
2. Hague Convention of 5.10.1961 on the conflicts of laws relating to the form of testamentary positions
3. Hague Convention of 2.10.1973 concerning the international administration of the estates of deceased persons
4. Hague Convention of 1.7.1985, on the law applicable to trusts and on the recognition
5. Washington Convention of 26.10.1973, on a uniform form of international testaments
6. Basel European Convention of 16.5.1972 on the establishment of an organisation for the registration of testaments
7. Hague Convention of 14.3.1978 on the law applicable to matrimonial property regime

b) Do you have any information whether and how these treaties are being followed in the legal practice of your state?

II. Bilateral treaties with other European states

1. Which bilateral treaties with other European states has your state ratified, which other has it signed?
2. Do you have any information whether and how these treaties are being followed in the legal practice of your state?

C. National rules on conflicts of laws

- I.** Which rules govern the national law on conflicts of laws (civil code, statute, non-qualified rules)?
- II.** **Applicable law absent the choice of law (intestate und testamentary succession – excluding the form of testamentary dispositions -compare VII:**
1. Does your law distinguish between the succession to immovables and to movables or is there one single conflict of laws for the whole estate?
 2. If there is a single rule for the whole estate:
 - a) Which is the relevant factor determining the applicable law:
 - (1) nationality
 - (2) residence (please state how the residence is being defined)
 - (3) domicile (please state how domicile is being defined)
 - (4) other factors
 - b) Why has this factor been chosen (please quote statutory sources, literatures or court decisions)?
 - c) Are there special rules for stateless persons and asylum seekers?
 - d) Are there any rules according to which foreign rules on conflicts of law applicable to property situated abroad (e. g. real estate, shares and cooperations) are being applied resulting in a different succession according to the law where the property is being situated (e. g. art. 3 § 3 of the German EGBGB)?
 - e) If in principle there is a uniform rule for movables and immovables, are there any other rules which might lead to a distinction in the rules applicable to the succession, e. g. due to a choice of law, renvoi or some special statutory rules?
 3. **If there is a difference between succession to land and the succession to movables:**
 - a) Which factors determine the law applicable to immovables besides *the lex rei sitae*:
 - (1) nationality
 - (2) residence (please state how the residence is being defined)
 - (3) domicile (please state how domicile is being defined)
 - (4) other factors
 - b) Which law governs the distinction between movables and immovables (*lex fori* or *lex rei sitae*)?
 4. **Special rules for specific questions**

Are there in your state special rules for the conflict of laws regarding special questions, such as

 - a) the capacity to make a will;
 - b) testamentary dispositions being made by two or more persons in one document;

Questionnaire anglais

- c) contracts containing testamentary dispositions or the renunciation to a future inheritance (of with or without payment)?
- d) the validity of a testamentary disposition (e. g. if the time of the making of the will is decisive and not the time of the death);
- e) the possibility of the testator will change or revoke the testament or a contract concerning his estate (e. g. if the time of the making of a contract is decisive and not the time of the death);
- f) rules on how the estate is being transferred from the deceased to the beneficiaries;
- g) the administration of the estate (partition, responsibility of the heirs);
- h) succession to the state or the crown;
- i) others

III. Choice of law regarding intestate or testate succession (excluding questions of form, compare VII.)

1. Does your law allow any choice of law regarding the succession?
2. If so, please state the details of the choice of law:
 - a) requirements (e. g. Is it possible for all property or only for real estate? Is it possible only for a property situated in your state or also for property situated abroad? Can the choice of law being restricted to some property only, e. g. to one of several immovables situated within a given country?)
 - b) consequences (e. g. Can a choice being made only in favor of the national law or also of a foreign law?)
 - c) form
 - d) is there an express choice of law required or can it also be made tacitly?
 - e) consequences of law and invalid choice of law
 - f) Is it possible to revoke a choice of law? If so: which are the consequences?
 - g) which time has to be taken into consideration deciding whether or not a choice of law is valid: the time of the making of the choice or the time of the death?
3. If your law does not allow any choice of law:
 - a) are there any proposals in the legislature or is there at least a discussion in legal journals on whether the choice of law should be introduced?
 - b) if so: which reasons are being quoted for or against the introduction of a choice of law?

IV. Simultaneous application of more than one law

If it is possible according to the International Private Law of your state that two or more laws are applied to one estate (e. g. due to a choice of law or due to *renvoi* – compare II 2 e) and II 3.):

Which rules are applied for the relation between the different estates? Do you apply the respective law separately for each estate or is it possible that the application of one law has also consequences for the application of another law?

(e. g. if „A“ is entitled to a forced share for the part of the estate governed by the law of the state „1“, but not part of the estate governed by the state „2“ – has this to be taken into consideration for calculating his share in state „1“ or in state „2“? Or: „A“ is responsible to the creditors claims in state „1“, but not in state „2“ – is there any compensation for this in the partition in state „1“?)

V. Compensation for different distribution by the state where the property is situated

1. Does the law of your state provide any compensation (being an obligation or a *droit de prélèvement*), if property of the estate is situated abroad and if the foreign law gives a lower share to the beneficiary than according to your law?
2. If so: Does this compensation apply only to beneficiaries who are nationals of your state or to all beneficiaries?

VI. Succession and marital property

1. What are the rules on conflict of laws regarding marital property in your state?
2. Are the rules regarding successions and marital property coordinated or is it possible that one law is applicable to marital property and another law is applicable to the succession? If so: In which situations?
3. What are the main problems for the practice due to non-coordinated rules on the conflicts of law (e. g. that the application of the law of succession of state „1“ and the law of marital property of state „2“ favors some heirs in intestate succession)?

VII. Law applicable to the form of wills and other testamentary dispositions

1. Which law is applicable to the form of wills and other testamentary dispositions? Which are the requirements for a will executed abroad to be valid?
2. Are there special rules for the formal validity of testamentary dispositions executed by more than one person in one document?
3. Which legal questions are being considered questions of form (e. g.: capacity to make a will? Prohibition of certain forms due to age or personal disabilities of the deceased?)

VIII. Ordre public regarding successions

1. Which are – generally speaking – the requirements of the international *ordre public* regarding successions in your state?
2. Would your law accept the following rules of a foreign law? Please quote decisions!
 - a) a higher share in intestate succession for male than for female heirs?
 - b) the exclusion of children born out of wedlock?
 - c) intestate succession of the non-married partner or of a homosexual partner?
 - d) absence of any forced share or similar protection in a foreign law?
 - e) statutory or contractual limitations of the testamentary power of disposition?
 - f) revocability of a joint will or a contract regarding the inheritance?
 - g) irrevocable renunciation to the intestate succession during the testators life?
 - h) discriminatory testamentary dispositions?
 - i) other examples

IX. Renvoi and applicable law in states with more than one legal system

1. According to your rules on conflicts, do you also have to apply the foreign states rules of conflicts – in other words: does your state apply *renvoi* ?
2. If there is any distinction between movables and immovables (compare II. 3.), is the *renvoi* applicable to both the succession to movables and to the succession to immovables?
3. Are there any special rules for intestate or testamentary succession and/or for the formal validity of testamentary dispositions, if the applicable law consists of several legal systems (such as in the U. K. or in Spain)?
4. Is there more than one legal system regarding successions in your state? If so: Which are the rules to decide, which of the different domestic legal systems is applicable?

X. Applicable law concerning preliminary questions (*question préalable*)

If successions depends on a preliminary question concerning family law (such as the validity of a marriage, the descent of a child, the validity of an adoption etc.) – how is the applicable law being determined:

- a) by independant application (that is following the International Private Law of your state – *lex fori*)
- b) or by indirect application (of the law applicable to the succession itself – *lex causae*)?

XI. Scope of rules on the law applicable to successions

1. Please describe, which legal questions are being covered by the rules of your state concerning the law applicable in successions.
2. Do you apply the International Private Law on succession for the following questions:
 - a) transfer of property and the payment of debts (transfer immediate transfer to the heirs upon this, transfer to an administrator or a necessity of a decision by the courts)?
 - b) the powers of an administrator concerning property situated abroad?

4th part

Substantive Law on Successions

A. Sources and Literature

I. Legal Sources

II. Literature and Judgements

- Which are the most important text books on the law of successions of your state?
- Table of abbreviations (in particular courts and legal journals)
(Please note for all courts also the respective higher and the lower court)

B. Intestate succession

I. Inheritance of the relatives

- Please explain briefly the intestate succession of the children and other offspring, the parents, the siblings and the offspring (including a graphical sketch if possible)

II. Are there any special rules for children born out of wedlock or for adopted children?

III. The surviving spouse's share and the influence of marital property

- Please describe briefly the surviving spouses share and the influence of the partition of the marital property on the estate.

IV. Is there any share for unmarried cohabitants or for homosexual cohabitants?

V. Under which circumstances does the estate go to the state (or to the crown)?

VI. Examples

Please give the respective shares for intestate succession in the following cases (including the surviving spouses share of marital property, where applicable):

1. The deceased left a surviving spouse (statutory marital property regime of your state) and 2 children (born in wedlock). (Both parents of the deceased are still alive) Please distinguish the surviving spouses share according to the marital property and according to the law of inheritance!
2. The deceased has a surviving spouse (statutory marital property regime in your state) and one living child born in wedlock. Another child (of both spouses) has died before, but has left an offspring (grandchild) (both parents of the deceased are dead).
3. The deceased has a surviving spouse (statutory property regime) but no offspring. His next surviving relatives are: his mother, a brother and a niece (being the daughter of a deceased sister).
4. The deceased has neither a surviving spouse nor offspring. His closest surviving relatives are (same as in case 3.): his mother, a brother and a niece (being the daughter of a deceased sister).

C. Execution of a will/testamentary disposition

I. Which minimum age is required in order to make a will?

II. Formal requirements for wills or other testamentary dispositions

1. Which are the usual forms used in your state for a will or testamentary disposition (e.g. holographic will, will attested by true witnesses, will by notarial deed, joint and mutual will)?
2. Are there many international testaments in your country (question only applicable if your country is a signatory state to the Washington Convention of international testaments – such as Belgium, France, Ireland and Portugal)?
3. Can you estimate, how many percent of people die intestate or leaving a will – and how many percent are holographic wills, or wills attested by witnesses etc.?
4. Special forms of testaments – what is the maximum period of validity?

III. Testament's register

1. Is there a (central) register of testaments?

2. Is it possible to register also testaments made abroad – and how may foreign persons obtain knowledge of a registered testament?

D. Wills and testaments

- I.** Does your law distinguish between an heir (who obtains the whole estate) and the beneficiary of a bequest?
- II.** Bequest: Does it make the beneficiary owner of the property or does it create only an obligation against the heir?
- III. Administration of the estate (and similar)**
 1. Is the administration of all estates mandatory (as in the Anglo-Saxon law)?
 2. Who may nominate the administrator (the testator, a third party nominated by the testator, or the court)?
 3. May the administrator transfer property belonging to the estate? Can the administrator be given the power by the testator to distribute the estate and/or to administer the estate? Is there a maximum period for the administration of the estate?
 4. Does the court control the administrator? Does the administrator need the court's permission for alienation of a certain property or for other contracts?
- IV.** Which other clauses are being used often in your state in a testamentary disposition or to transfer property upon the death of the testator (such as *ouderlijke boedelverdeling*, testamentary trust, *herederos de confianza*)?

E. Special rules concerning certain types of property

Are there any special statutory rules for the succession in certain types of property (such as for a farm, for cooperate shares, for copyright etc.)?

F. Limits to the revocation of a will (joint and mutual will)

Is it possible for the testator to be bound by a contract, e. g.

- a joint or a mutual will
- contract to revoke or not to revoke a will
- *donatio mortis causa*?

Please also note

- which are the conditions for such a contract (especially the form required),
- which are the consequences of the contract?

G. Limits on the testamentary power of disposition (forced share)

I. Legal nature of limitation

Is it a forced share, is it necessary to take a legal action to enforce it, is it a mere obligation or a claim for support?

II. Who is entitled to the forced share etc.?

- III. How big amount is the forced share?
- IV. Is there a time limit in order to take court action to claim the forced share?
- V. Are gifts made by the testator or contracts on marital property taken into consideration for calculating the amount of the forced share?

H. Waiver or renunciation of the inheritance or of a forced share etc.

Can the heir or the beneficiary of a forced share waive or renounce his statutory rights before the testator's death? Which are the requirements (form etc.)?

I. Transfer of property upon the testator's death

- I. Is there any special procedure where and when the inheritance is being opened?
- II. Is there any rule upon the persons dying at the same time (e. g. in an accident)?
- III. Is the property of the estate transferred to the heirs immediately upon death or are there any additional acts required (e. g. acceptance of the inheritance; *hereditas iacens*) or does the estate go first to an administrator or an executor?
- IV. **Acceptance and renunciation of the inheritance**
Which options has the beneficiary to accept or to renounce the inheritance (form, deadline and consequences of acceptance or renunciation)?
- V. Are there any limitations on the acquisition(?) of the property by foreigners (especially for real estate)?

K. Payment of claims against the estate – responsibility of the heirs and beneficiaries

- I. Do the heirs/beneficiaries acquire the estate as well as the debts?
- II. If there is more than one heir/beneficiary, is there a joint responsibility or is every heir responsible only for a certain quota of the debts?
- III. Is the heir's responsibility limited to the net amount of the estate or can the creditors of the estate also attach the heir's personal property? How can the heir limit his responsibility?

L. Plurality of heirs

I. Structure

1. If there are more than one heir, do they form a common property or which type of honourship?
2. Who administers the estate if there are more heirs?

II. Partition of the estate

1. Is there a partition of every single property (partition in nature) or does every heir just obtain a part of equal value of the estate?
2. Is there any form required for the partition?

M. Alienation of a share in the inheritance.

1. Can a share of the inheritance (if there are more heirs) be alienated to a third person?
2. Are there any form required for the alienation?
3. Are the other heirs entitled to buy the share first?

N. Proof of the position as an heir (or an administrator etc.)

- I. Is there any special form of proof for the heir or the administrator/executor (in particular letters of probate)?
- II. Which is the content, the consequences and especially the probatory force of such a certificate? Is the certificate valid only in your country or is it meant to be valid also abroad?
- III. Which authority makes the certificate? Is it competent for foreigners as well as for nationals? Is it competent also for property situated abroad?

O. Reform

- I. **Are there any plans to reform the law of inheritance in your state?**
(If so, please include the text of any draft law)
- II. Which major reforms has been made for the law of inheritance within the last years?

1. Teil

INTERNATIONALE ZUSTÄNDIGKEIT

A. Quellen

- I. Internationale Verträge (multilaterale und bilaterale), die Regelungen zur Zuständigkeit in Erbsachen beinhalten. Fügen Sie bitte den Text der bilateralen Verträge in Kopie bei.
- II. Innerstaatliche Quellen
Bitte fügen Sie den Text der Normen und gegebenenfalls wichtige Entscheidungen ihres Berichtsstaates in Kopie bei.

B. Zuständigkeitsvoraussetzungen

Geben Sie an, ob die Gerichte ihres Landes (freiwillige oder Streitige Gerichtsbarkeit) für internationale Erbsachen zuständig sind aufgrund:

- I. des Domizils des Erblassers. Geben Sie in diesem Fall an, wie das Domizil bestimmt wird;
- II. der Staatsangehörigkeit des Erblassers;
- III. des Domizils des Beklagten;
- IV. der Staatsangehörigkeit des Klägers oder Beklagten;
- V. der Zuständigkeit des Rechts ihres Landes in Erbsachen (*forum legis*);
- VI. der Belegenheit der Nachlassgüter; gilt die Zuständigkeit, sofern sie festgestellt wird, nur für Immobilien? Hängt sie von der Untätigkeit der staatlichen Behörden am Domizil des Erblassers ab?
- VII. der Wahl des Erblassers;
- VIII. einer Vereinbarung unter Erben;
- IX. zu treffender Sicherungsmaßnahmen;
- X. der Gefahr der Rechtsverweigerung (notwendiger Gerichtsstand)
- XI. eines anderen Anknüpfungspunktes

C. Geben Sie für die Zuständigkeitsvoraussetzungen den materiellen Anwendungsbereich an.

- I. Gelten sie für sämtliche Nachlassgüter oder nur für die beweglichen bzw. unbeweglichen Güter oder die Güter, die auf Ihrem Staatsgebiet belegen sind? Sofern für die Internationale Zuständigkeit eine Unterscheidung zwischen beweglichen und unbeweglichen Gütern gemacht wird, nach welchem Gesetz findet dann die Einteilung der Güter nach beweglichen und unbeweglichen Gütern statt?
- II. Gelten Sie
 - 1. für Klagen unter Erben?

2. für durch Gläubiger des Erblassers eingereichte Klagen?
3. für Klagen, die die Gültigkeit und die Vollstreckung von Verfügungen von Todes wegen betreffen?
4. für Erbschaftsklagen?
5. für die Besitzeinweisung?
6. für die Ausstellung des Erbscheins?

D. Nachweis der Zuständigkeit

Geben Sie an, ob es innerhalb des Rechts ihres Landes besondere erbrechtliche Bestimmungen im Hinblick auf die folgenden Fragen gibt.

- I.** Kann sich das Gericht von Amts wegen für unzuständig erklären?
- II.** Kann das gemäß den geltenden Bestimmungen zuständige Gericht zugunsten eines geeigneteren ausländischen Gerichtsstandes seine Unzuständigkeit erklären (*forum non conveniens*)?
- III.** Ist die internationale Zuständigkeit der Gerichte ihres Landes beeinträchtigt, wenn das Recht eines anderen Staates die ausschließliche Zuständigkeit fordert (z.B. in Immobilienangelegenheiten)?
- IV.** Kann das Gericht entscheiden, wenn der Beklagte nicht erscheint?

E. Rechtshängigkeit und Konnexität

- I.** Ist in Erbsachen die Rechtshängigkeit zugunsten eines zuerst befassten ausländischen Gerichts anerkannt?
- II.** Falls ja, wie werden die Begriffe Identität des Streitgegenstandes, der Sache und der Parteien verstanden?
- III.** Werden die Bestimmungen über die Rechtshängigkeit auf die Möglichkeit der Konnexität übertragen?

2. Teil

ANERKENNUNG UND VOLLSTRECKUNG DER ENTSCHEIDUNGEN

A. Quellen

- I.** Internationale Verträge (multilaterale und bilaterale), die Bestimmungen über die Anerkennung und die Vollstreckung von Urkunden und Urteilen in Erbsachen beinhalten. Fügen Sie bitte den Text der bilateralen Verträge in Kopie bei.
- II.** Innerstaatliche Quellen
Bitte fügen Sie den Text der Normen und gegebenenfalls wichtige Entscheidungen ihres Berichtsstaates in Kopie bei.

B. Ausländische Urteile

- I. Werden ausländische Entscheidungen in Erbsachen von Rechts wegen anerkannt oder unterliegt ihre Anerkennung *a priori* einem Nachweisverfahren?
- II. Betrifft der Nachweis der Entscheidung (*a priori* oder *a posteriori*):
 - 1. die Zuständigkeit des ausländischen Gerichts? Geben Sie an, ob das Recht ihres Landes in dieser Hinsicht mittelbare Zuständigkeitsvoraussetzungen definiert, ob es die Bestimmungen der innerstaatlichen Zuständigkeit bilateralisiert oder ob es sich mit einem ausreichenden Kontakt der Streitsache mit dem Staat des ausländischen Gerichts begnügt. Geben Sie ferner an, ob die Gerichte ihres Landes ausschließliche Zuständigkeiten besitzen, die der Anerkennung ausländischer Entscheidungen entgegenstehen.
 - 2. das von einem ausländischen Gericht angewandte Recht, insbesondere das auf Vorfragen angewandte Recht?
 - 3. den *ordre public*? Geben Sie die Erfordernisse des erbrechtlichen *ordre public* an, die der Anerkennung ausländischer Entscheidungen entgegenstehen.
- III. Gibt es besondere Regelungen über die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen der freiwilligen Gerichtsbarkeit und der Verwaltungsgerichte? Falls ja, geben Sie Beispiele an.

C. Weitere Urkunden

- I. Im Ausland errichtete Testamente
 - 1. Gibt es ein Nachweisverfahren für ausländische Testamente?
 - 2. Wird diesbezüglich nach der Form der Testamente unterschieden?
- II. Urkunden, die die Erbenstellung festlegen (z.B. Erbschein, Offenkundigkeitsbescheinigung). Wie werden diese Urkunden anerkannt, wenn sie aus dem Ausland stammen?
- III. Gegebenenfalls weitere Urkunden.

D. Gemeinsame Frage für Urteile und weitere Urkunden

Ist die Vorlage eines ausländischen Urteils, eines im Ausland errichteten Testaments, einer die Erbenstellung feststellenden Urkunde oder einer ausländischen Teilungsurkunde ausreichend,

- I. um die Änderung der Eigentumsregister vorzunehmen
- II. um von einem Verwahrer, z.B. einem Banker, die Herausgabe des Vermögens oder anderer von der Erbschaft abhängiger Güter zu bewirken.

3. Teil

Internationales Privatrecht

A. Literatur

Bitte fügen Sie den Text der Kollisionsnormen Ihres Berichtsstaates - sofern gesetzlich geregelt – und der bilateralen Staatsverträge in Kopie bei.

Sind zum besseren Verständnis der erbrechtlichen Kollisionsnormen Ihres Berichtsstaates zusätzliche Informationen aus der Rechtspraxis erforderlich (Interpretation durch die Gerichte, „leading cases“)? Bitte benennen Sie ggf. wichtige Entscheidungen zum Internationalen Erbrecht Ihres Berichtsstaates und fügen Sie nach Möglichkeit eine Darstellung der Materie (z.B. aus einem Lehrbuch oder Kommentar) in Kopie bei.

B. Staatsverträge

I. Multilaterale Staatsverträge

1. Welche multilateralen Staatsverträge hat Ihr Berichtsstaat ratifiziert, welche hat er bereits gezeichnet?

Insbesondere:

- a) Haager Übereinkommen über das auf die Rechtsnachfolge von Todes wegen anzuwendende Recht v. 1.8.1989
 - b) Haager Testamentsformübereinkommen v. 5.10.1961
 - c) Haager Übereinkommen über die internationale Verwaltung von Nachlässen v. 2.10.1973
 - d) Haager Übereinkommen über das auf trusts anzuwendende Recht und über ihre Anerkennung v. 1.7.1985
 - e) Washingtoner Übereinkommen über ein einheitliches Recht der Form eines internationalen Testaments v. 26.10.1973
 - f) Basler Europäisches Übereinkommen über die Einrichtung einer Organisation zur Registrierung von Testamenten v. 16.5.1972
 - g) Haager Übereinkommen über das auf Ehegüterstände anwendbare Recht v. 14.3.1978
2. Verfügen Sie über Informationen darüber, ob und wie diese Verträge in der Rechtspraxis beachtet werden?

II. Bilaterale Staatsverträge mit europäischen Staaten

1. Welche bilateralen Staatsverträge mit anderen europäischen Staaten hat Ihr Berichtsstaat ratifiziert, welche hat er bereits gezeichnet?
2. Verfügen Sie über Informationen darüber, ob und wie diese Verträge in der Rechtspraxis beachtet werden?

C. Nationales Erbkollisionsrecht

I. Rechtsquellen

Wo ist das nationale Erbkollisionsrecht Ihres Staates geregelt (Kodifikation, Sondergesetz, ungeschriebene Rechtsgrundsätze)?

II. Objektive Anknüpfung der gesetzlichen und testamentarischen Erbfolge (mit Ausnahme von Formfragen, dazu unten VII.):

1. Untersteht in Ihrem Berichtsstaat die Erbfolge in den gesamten Nachlass *im Grundsatz* einer einzigen Rechtsordnung (Prinzip der Nachlassseinheit) oder wird zwischen der Erbfolge in bewegliches und unbewegliches Vermögen unterschieden (Prinzip der Nachlassspaltung)?
2. Falls grundsätzlich das Prinzip der Nachlassseinheit gilt:
 - a) Welche Anknüpfungspunkte legt das Erbkollisionsrecht Ihres Berichtsstaates zugrunde:
 - (1) Staatsangehörigkeit
 - (2) Wohnsitz (Geben Sie in diesem Fall an, wie der Wohnsitz bestimmt wird)
 - (3) gewöhnlicher Aufenthalt (Geben Sie in diesem Fall an, wie der gewöhnliche Aufenthalt bestimmt wird)
 - (4) Sonstige
 - b) Welche Gründe werden für die Anknüpfung (z. B. in Gesetzgebungsmaterialien, Schrifttum, Rechtsprechung?) angeführt?
 - c) Welche Regeln gelten für Staatenlose und Flüchtlinge?
 - d) Gibt es in Ihrem Berichtsstaat Regeln, die im Hinblick auf bestimmte (aus der Sicht Ihres Berichtsstaates) im Ausland belegene Rechtsgüter (Grundstücke, Unternehmen usw.) eine besondere Erbfolge nach dem Recht des Belegenheitsstaates respektieren (Beispiel: Art. 3 Abs. 3 des deutschen EGBGB)?
 - e) Kann es im Recht Ihres Berichtsstaates trotz prinzipiell einheitlicher Anknüpfung zu einer Nachlassspaltung (d.h. zur Abwicklung eines Nachlasses nach mehreren Rechtsordnungen) kommen, so etwa durch Rechtswahl, Renvoi oder aufgrund einer Sonderanknüpfung?
3. Falls grundsätzlich das Prinzip der Nachlassspaltung gilt:
 - a) Welche Anknüpfungspunkte legt das Erbkollisionsrecht Ihres Berichtsstaates neben dem Belegenheitsort (*lex rei sitae*) für unbewegliches Vermögen im Hinblick auf die Vererbung des beweglichen Vermögens zugrunde:
 - (1) Staatsangehörigkeit
 - (2) Wohnsitz (Geben Sie in diesem Fall an, wie der Wohnsitz bestimmt wird)
 - (3) gewöhnlicher Aufenthalt (Geben Sie in diesem Fall an, wie der gewöhnliche Aufenthalt bestimmt wird)
 - (4) Sonstige

- b) Nach welchem Recht erfolgt die Abgrenzung zwischen beweglichem und unbeweglichem Vermögen (etwa: lex fori, Recht der belegenen Sache)?

4. Sonderregeln für bestimmte Rechtsfragen

Gibt es in Ihrem Berichtsstaat Sonderregeln für die Anknüpfung bestimmter Rechtsfragen, so z.B. für

- a) die Testierfähigkeit
- b) Testamente, die von mehreren Personen in einer Urkunde vorgenommen werden,
- c) Verträge, in denen (mit oder ohne Gegenleistung) eine Erbfolge begründet oder darauf verzichtet wird?
- d) die Gültigkeit einer Testamentserrichtung (Beispiel: Anknüpfung zum Zeitpunkt der Errichtung, nicht zum Zeitpunkt des Todes)
- e) die Bindung des Testators an das einmal errichtete Testament oder den abgeschlossenen Vertrag (Beispiel: Anknüpfung zum Zeitpunkt der Errichtung, nicht zum Zeitpunkt des Todes)
- f) die Art und Weise des Vermögensübergangs vom Erblasser auf den Begünstigten
- g) die Auseinandersetzung des Nachlasses (Abwicklung, Haftung der Erben)
- h) das Erbrecht des Fiskus
- i) Sonstige

III. Subjektive Anknüpfung der gesetzlichen und testamentarischen Erbfolge (mit Ausnahme von Formfragen, dazu unten VII.)

- 1. Wird das maßgebende Erbrecht in Ihrem Berichtsstaat ausschließlich durch objektive Anknüpfungsregeln bestimmt oder ist durch Gesetz oder Rechtsprechung eine Wahl des maßgebenden Erbrechts zugelassen?

- 2. Bei Zulässigkeit einer Rechtswahl:

Wie ist die Rechtswahlmöglichkeit im Detail ausgestaltet, insbesondere im Hinblick auf:

- a) Voraussetzungen (z.B.: für alle Vermögenswerte oder nur für unbewegliches Vermögen? Nur für Vermögenswerte, die im Inland belegen sind, oder allgemein auch für Vermögenswerte im Ausland? Kann eine partielle Rechtswahl vorgenommen werden, so dass die Wahl z.B. von mehreren Grundstücken innerhalb einer Rechtsordnung nur eines betrifft und die anderen nicht?)
- b) Rechtsfolgen (z.B.: nur Wahl zugunsten des inländischen oder auch zugunsten eines ausländischen Rechts?)
- c) Form
- d) Art und Weise der Wahl (nur ausdrückliche Rechtswahl oder auch stillschweigende Rechtswahl erforderlich?)
- e) Rechtsfolgen einer unzulässigen Rechtswahl

- f) Bindung an die einmal vorgenommene Rechtswahl (Kann eine einmal vorgenommene Rechtswahl widerrufen werden? Falls ja: mit welchen Konsequenzen?)
 - g) Kommt es bei der Beurteilung der Wirksamkeit einer Rechtswahl auf den Zeitpunkt der Errichtung oder den Zeitpunkt des Todes an?
3. Bei Unzulässigkeit einer Rechtswahl:
- a) Gibt es in Ihrem Berichtsstaat gesetzgeberische Bestrebungen oder zumindest ein Diskussion im Schrifttum darüber, ob eine Rechtswahl eingeführt werden sollte?
 - b) Falls ja: Welche Gründe werden für die Einführung oder Ablehnung einer Rechtswahl angeführt?

IV. Gleichzeitige Berufung mehrerer Rechtsordnungen

Falls es in Ihrem Berichtsstaat durch uneinheitliche Anknüpfung der Erbfolge, durch Rechtswahl oder durch Renvoi (vgl. oben II 2 e und II 3) zur parallelen Anwendbarkeit mehrerer Erbrechte auf denselben Nachlass kommt:

Welche Regeln gelten dann für die Behandlung der verschiedenen Nachlassmassen im Verhältnis zueinander? Wird jede Nachlassmasse streng separat nach dem für sie maßgebenden Recht abgewickelt oder können sich die im Rahmen des einen Rechts gefundenen Ergebnisse auf das andere Recht auswirken?

(Beispiel: Erfolgt ein Ausgleich, wenn ein Erbe nach dem Recht A ein Pflichtteils- oder Noterbrecht an einem Teil des Nachlasses erhält, ein anderer Erbe nach dem Recht B an einem anderen Nachlassteil aber nicht, oder wenn ein Erbe nach dem Recht A für die Nachlassverbindlichkeiten mit seinem Anteil haftet, ein anderer Erbe nach dem Recht B aber nicht?)

V. Kompensation bei abweichenden Verteilungsregeln eines Belegenheitsrechts

- 1. Sieht das Recht Ihres Berichtslandes eine Kompensation – z.B. durch Gewährung eines Ausgleichsanspruchs oder eines Vorwegnahmerechts (droit de prélèvement) – vor, wenn sich ein Nachlassgegenstand im Ausland befindet und das vom Internationalen Privatrecht des Belegenheitsstaates berufene Erbrecht einen erbrechtlich Begünstigten bei der Verteilung im Vergleich zu den in Ihrem Berichtsstaat geltenden Regeln benachteiligt?
- 2. Falls ja: Erfolgt diese Kompensation allgemein oder nur dann, wenn ein Angehöriger Ihres Berichtsstaates benachteiligt wird?

VI. Erbfolge und Ehegüterrecht

- 1. Wie wird in Ihrem Berichtsstaat das Recht bestimmt, welches für ehегüterrechtliche Fragen maßgebend ist?
- 2. Sind die erb- und ehегüterrechtliche Anknüpfung im Prinzip koordiniert oder führen sie zu unterschiedlichen Rechtsordnungen (wenn ja: in welchen Situationen?)
- 3. Ergeben sich bei nichtkoordinierter Anknüpfung Probleme in der Rechtspraxis (z.B. in der Weise, dass durch die gleichzeitige Anwendung von Erbrecht A und Güterrecht B bestimmte gesetzliche Erben bevorzugt oder benachteiligt werden)?

VII. Anknüpfung der Form von Testamenten und anderen Verfügungen von Todes wegen

- 1. Welche Kollisionsnormen gelten in Ihrem Berichtsstaat für die Anknüpfung der Form von Testamenten und anderen Verfügungen von Todes wegen, d.h. unter

welchen Voraussetzungen kann in Fällen mit Auslandsberührung ein Testament formwirksam errichtet werden?

2. Existieren Sonderregeln für die Formgültigkeit von Testamenten, die von mehreren Personen in einer Urkunde errichtet werden?
3. Welche Rechtsfragen fallen unter den Begriff der Formgültigkeit (etwa: Testierfähigkeit? Beschränkungen der Wahl bestimmter Testamentsformen im Hinblick auf Alter oder andere persönliche Eigenschaften des Erblassers?)

VIII. Erbrechtlicher ordre public

1. Unter welchen Voraussetzungen greift in Ihrem Berichtsstaat im Bereich des Erbrechts der internationale ordre public ein?
2. Würden folgende Regelungen eines fremden Rechts vom Recht Ihres Berichtsstaates akzeptiert werden? Geben sie ggf. Nachweise aus der Entscheidungspraxis Ihres Berichtsstaates an.
 - a) Unterschiedliche Erbquoten für männliche und weibliche Erben
 - b) Erbverbot für nichteheliche Kinder
 - c) Gesetzliches Erbrecht in eheähnlichen Gemeinschaften oder in gleichgeschlechtlichen Partnerschaften
 - d) Versagung jeglichen Noterb- oder Pflichtteilsrechts
 - e) gesetzliche oder vertragliche Beschränkungen der Testierfreiheit
 - f) Bindende Wirkung von Testamenten oder Erbverträgen
 - g) Bindender Verzicht gesetzlicher Erben zu Lebzeiten des Erblassers
 - h) Testamentarische Verfügungen des Erblassers mit diskriminierender Wirkung
 - i) Andere Beispiele?

IX. Renvoi und Unteranknüpfung

1. Verweisen die erbrechtlichen Kollisionsnormen Ihres Berichtsstaates auf das Kollisionsrecht oder nur auf das Sachrecht der berufenen Rechtsordnung, d.h. lässt das Recht Ihres Berichtsstaates einen Renvoi zu?
2. Ist insbesondere im Falle einer Nachlassspaltung (oben II 3) ein Renvoi sowohl bei der Anknüpfung der Erbfolge in bewegliches als auch bei der Anknüpfung der Erbfolge in unbewegliches Vermögen zu beachten?
3. Enthält das Recht Ihres Berichtsstaates Sonderregeln für die gesetzliche bzw. testamentarische Erbfolge und/oder für die Formgültigkeit von Testamenten für den Fall, dass die zur Anwendung berufene Rechtsordnung kein einheitliches Erbrecht kennt, sondern in mehrere Teilrechtsgebiete zerfällt?
4. Weist Ihr Berichtsstaat selbst mehrere Teilrechtsordnungen auf? Falls ja: Welche Regeln gelten intern für die Bestimmung der maßgebenden Teilrechtsordnung?

X. Anknüpfung von Vorfragen

Wenn in Ihrem Berichtsstaat die Beantwortung erbrechtlicher Fragen von der Beantwortung familienrechtlichen Vorfragen abhängt (Wirksamkeit einer Eheschließung, Abstammung eines Kindes, Wirksamkeit einer Adoption):

Wird dann das für die jeweilige familienrechtliche Vorfrage maßgebende Recht

1. durch selbständige Anknüpfung ermittelt (d.h. nach dem Recht des Staates, das die Kollisionsnormen Ihres Berichtsstaates - lex fori - berufen),
2. oder wird es durch unselbständige Anknüpfung ermittelt (d.h. nach dem Recht des Staates, das die Kollisionsnormen der für das Erbrecht maßgebenden Rechtsordnung - lex causae - berufen)?

XI. Reichweite der erbrechtlichen Anknüpfung

1. Beschreiben Sie bitte, welche Rechtsfragen von den erbrechtlichen Kollisionsnormen Ihres Berichtsstaates abgedeckt werden.
2. Gehören zum Anwendungsbereich der erbrechtlichen Kollisionsnormen insbesondere folgende Fragen:
 - a) Art und Weise des Übergangs der Rechte und Pflichten (Erwerb ipso iure, Rechtsübergang auf Zwischenberechtigte, Erforderlichkeit eines staatlichen Akts)?
 - b) Befugnisse eines Verfügungsberechtigten (etwa: Administrator, Testamentsvollstrecker) an Vermögenswerten im Ausland?

4. Teil

Grundzüge des materiellen Erbrechts

A. Quellen und Literatur

- I. Rechtsquellen
- II. Literatur und Rechtsprechung
 - Verzeichnis der wichtigsten Lehrbücher zum Erbrecht des Berichtsstaates

B. Gesetzliche Erbfolge

I. Das Erbrecht der Verwandten

Bitte stellen sie insbesondere die gesetzliche Erbfolge der Abkömmlinge, Eltern, Geschwister und deren Abkömmlinge dar (ggf. mit graphischer Übersicht)

- II. Bestehen erbrechtliche Besonderheiten für nichteheliche Kinder, Ehebruchskinder oder adoptierte Kinder?

III. Das Erbrecht des überlebenden Ehegatten und der Einfluss des Güterstandes

Inwieweit fällt Vermögen des Erblassers infolge einer güterrechtlichen Auseinandersetzung (insbes. nach dem gesetzlichen Güterstand) nicht in den Nachlass, sondern direkt an den überlebenden Ehegatten?

IV. Der nichteheliche oder homosexuelle Lebensgefährte

Sind z.B. in Deutschland der Lebenspartner oder in Frankreich der Partner eines PACS zur Erbfolge berufen?

V. Erbrecht des Staates

Wann fällt der Nachlass an den Staat?

VI. Beispielfälle

Bitte geben Sie die Erbquoten bei gesetzlicher Erbfolge in folgenden Fällen an (einschließlich einer etwaigen güterrechtlichen Beteiligung des überlebenden Ehegatten):

1. Der Erblasser hinterlässt seine Ehefrau (gesetzlicher Güterstand) und ein gemeinsames Kind (beide Eltern des Erblassers leben noch). Geben Sie bitte bei der Beteiligung des Ehegatten am Nachlass an, welcher Anteil auf einer güterrechtlichen Beteiligung, welcher auf einer erbrechtlichen Beteiligung beruht.
2. Der Erblasser hinterlässt seine Ehefrau (gesetzlicher Güterstand) und ein gemeinsames Kind. Ein weiteres Kind ist vorverstorben, hat aber einen Abkömmling (= Enkelkind). (Beide Eltern des Erblassers sind bereits vorverstorben).
3. Der Erblasser hinterlässt seine Ehefrau (gesetzlicher Güterstand), aber keine Abkömmlinge. Von seinen näheren Verwandten leben noch: die Mutter, ein Bruder sowie eine Nichte (Tochter einer vorverstorbenen Schwester).
4. Der Erblasser hinterlässt weder Ehegatten noch Abkömmlinge. Von seinen näheren Verwandten leben noch (wie in Fall 3): ein Elternteil, ein Bruder sowie eine Nichte (Tochter einer vorverstorbenen Schwester).

C. Die Errichtung von Verfügungen von Todes wegen

I. Welches Mindestalter ist für die Testierfähigkeit erforderlich?

II. Formen von Verfügungen von Todes wegen

1. Welche üblichen Formen der Verfügungen von Todes wegen kennt Ihr Berichtsstaat (z.B. eigenhändiges Testament, Zwei-Zeugen-Testament, notariell beurkundetes Testament, Erbvertrag)?
2. Ist die Errichtung eines internationalen Testaments von praktischer Bedeutung (soweit Vertragsstaat: Belgien/Frankreich/Portugal/Irland)?
3. Können Sie schätzen, wie hoch der Prozentsatz gesetzlicher Erbfolge bzw. testamentarischer Erbfolge ist – und wie hoch der Anteil der verschiedenen Testamentsformen ist?
4. Welche Geltungsdauer haben außerordentliche Testamentsformen (Nottestamente) höchstens?

III. Verwahrung und Registrierung von Testamenten

1. Wo werden Testamente verwahrt und registriert? Gibt es ein zentrales Testamentsregister?
2. Können auch ausländische Testamente dort verwahrt werden und ausländische Personen Kenntnis von der Verwahrung bzw. Registrierung erlangen?

D. Verfügungen von Todes wegen

I. Unterscheidet Ihr Recht zwischen einer universellen Nachfolge in das Vermögen des Erblassers (Erbeinsetzung) und in einen Teil davon (Vermächtnis)?

II. Wirken Vermächnisse des Erblassers dinglich oder nur schuldrechtlich (Damnations- oder Vindikationslegat)?

III. Testamentsvollstreckung oder sonstige Verwaltung des Nachlasses

1. Ist Testamentsvollstreckung bei jedem Erbfall erforderlich (wie nach anglo-amerikanischem Recht)? Wer kann den Testamentsvollstrecker bestimmen (Testator, vom Testator bestimmter Dritter, Gericht)?
2. Ist er zur Verfügung über den Nachlass befugt? Kann dem Testamentsvollstrecker die Befugnis zur Auseinandersetzung und zur Verwaltung des Nachlasses eingeräumt werden? Gibt es zeitliche Grenzen der Testamentsvollstreckung?
3. Gibt es eine gerichtliche Kontrolle des Testamentsvollstreckers, insbes. Genehmigungspflicht für bestimmte Rechtsgeschäfte?

IV. Welche sonstigen praxisrelevanten Gestaltungen werden in Ihrem Berichtsstaat häufiger in Verfügungen von Todes wegen verwendet (z.B. ouderlijke boedelverdeling, testamentary trust, herederos de confianza)?

E. Sondererbfolgen in bestimmte Vermögensgegenstände

Gibt es praktisch wichtige gesetzliche Sonderregeln, nach denen bestimmte Vermögensgegenstände, z.B. landwirtschaftliche Betriebe, Gesellschaftsanteile, Urheberrechte, abweichenden erbrechtlichen Regeln unterworfen sind?

F. Erbvertrag u.ä. (Rechtsgeschäftliche Bindungen des Erblassers)

Kann sich der Erblasser vertraglich binden z.B. durch

- Abschluss eines Erbvertrages
- gemeinschaftliches Testament,
- contract to revoke or not to revoke,
- Schenkung von Todes wegen?

Falls ja,

- welches sind die Voraussetzungen (insbes. Form) eines solchen Vertrages,
- welchen Inhalt hat die Bindung
- und welche Wirkung ist damit verbunden?

G. Pflichtteil

I. Art der Berechtigung

Ist die Berechtigung als Noterbrecht (ggf. mit Herabsetzungsklage), als schuldrechtlicher Anspruch, als Unterhaltsanspruch oder in anderer Form vorgesehen?

II. Wer ist pflichtteilsberechtigt?

III. Wie hoch ist der Pflichtteil?

IV. In welcher Frist muss der Pflichtteil geltend gemacht werden?

- V. Werden Schenkungen des Erblassers oder ehevertragliche Vereinbarungen bei der Berechnung der Pflichtteilsansprüche berücksichtigt (z.B. Pflichtteilsergänzung, Aushöhlung wegen Ehevertrag)?

H. Erbverzicht und Pflichtteilsverzicht

Kann der Erbe oder der Pflichtteilsberechtigte vor dem Erbfall auf sein Recht verzichten (Erbverzicht oder Pflichtteilsverzicht)?

I. Eröffnung der Erbschaft und Übertragung des Nachlasses vom Erblasser auf die Erbberechtigten

I. Eröffnung der Erbschaft

Wann und wo wird die Erbschaft eröffnet?

- II. Wie behandelt Ihr Recht gleichzeitig versterbende Personen (Kommorienten)?
- III. Erfolgt der Erwerb der Erbschaft von selbst oder mittelbar durch rechtsgeschäftliche Akte (Annahme, Einantwortung, hereditas iacens) bzw. durch eine zwischenberechtigte Person (executor, administrator)?
- IV. **Annahme und Ausschlagung der Erbschaft**
Welche Möglichkeiten hat der Erbe, die Erbschaft anzunehmen oder auszuschlagen (Form, Frist und Wirkungen der Annahme oder Ausschlagung)?
- V. Gibt es Beschränkungen des Erwerbs von Todes wegen durch Ausländer (insbesondere bei Immobilien)?

K. Haftung des/der Erben und Möglichkeiten der Haftungsbegrenzung

- I. Erwerben die Erben mit dem Erbfall die Aktiva und die Passiva?
- II. Haften mehrere Erben ggf. gesamtschuldnerisch oder nur quotaal?
- III. Ist die Haftung auf den Nachlass begrenzt oder haftet der Erbe auch persönlich? Wie können die Erben ggf. die Haftung begrenzen?

L. Mehrheit von Erben

I. Struktur

1. Bilden mehrere Erben eine Gesamthands- oder Bruchteilsgemeinschaft?
2. Wer führt die Geschäfte der Gemeinschaft und wie wird sie verwaltet?

II. Auseinandersetzung der Erbengemeinschaft

1. Erfolgt eine Auseinandersetzung der Erben in Natur oder nur wertmäßig entsprechend ihrer Anteile (= in Geld)?
2. Welcher Form bedarf die Auseinandersetzung?

M. Abtretung eines Erbteils

- I. Kann ein Erbteil abgetreten werden?

- II.** Welcher Form bedarf die Abtretung
- II.** Steht den Miterben ein Vorkaufsrecht zu?

N. Nachweis der Erbenstellung (und der Stellung als Testamentsvollstrecker o. ä.)

- I.** Wie erfolgt der Nachweis der Erbenstellung bzw. der Stellung einer zwischenberechtigten Person wie dem Testamentsvollstrecker oder executor?
- II.** Welchen Inhalt, welche Wirkung und welche Beweiskraft haben die Nachweise? Ist die Wirkung auf das ausstellende Land beschränkt oder beansprucht der Erbschein etc. auch Wirkung im Ausland?
- III.** Wer ist zuständig zur Ausstellung eines solchen Nachweises? Besteht die Zuständigkeit sowohl für Inländer als auch für Ausländer? Ist die Zuständigkeit beschränkt auf inländisches Vermögen?

O. Reform

- I.** Bestehen Pläne zu einer Reform des Erbrechts? (Bitte ggf. Gesetzentwürfe beifügen)
- II.** Welche grundlegenden Reformen sind in den letzten Jahren durchgeführt worden?